

# Abrogation des lois Pécresse et Fioraso !

## Le gouvernement poursuit la privatisation de l'Université

Le chef de l'État vient d'affirmer qu'il était le président des entreprises. Il faut comprendre : de ceux qui les possèdent et non de ceux qui y travaillent.

Par conséquent, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fioraso a entrepris de porter un nouveau coup à l'université et la recherche publiques. À la suite des « Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche » qui ont associé les directions syndicales à son élaboration, l'Assemblée nationale a définitivement adopté, le 9 juillet 2013, la loi « relative à l'enseignement supérieur et à la recherche », dite loi Fioraso, qui prolonge la logique de la loi LRU de 2007 (la loi Pécresse), poursuivant et amplifiant ainsi la politique de destruction de l'ancien gouvernement Sarkozy-Fillon.

Cette loi se double de la mise en place d'une trentaine de Communautés d'universités et d'établissements. Au programme : des fusions directes ou progressives d'établissements publics et privés, principalement sur une base régionale.

## Sous la dictée du Medef

En outre, la loi Fioraso renforce le rôle du patronat dans le financement et la gestion des universités, les soumettant plus encore aux intérêts des grands groupes capitalistes. L'objectif fondamental du gouvernement pour l'université devient « *le transfert de la recherche vers le monde économique... la compétitivité de l'économie nationale* ».

Pour ce faire, elle vient de constituer un comité, nommé Sup'emploi, avec à sa tête deux anciens patrons, de Manpower et de Schneider Electric. En réponse à Pierre Gattaz, président du Medef, pour qui « *il faut... concevoir les formations à partir de nos besoins* », Geneviève Fioraso répond favorablement : « *Beaucoup d'universités ont des partenariats avec les entreprises. Il faut maintenant faire tomber les derniers bastions* » (*Le Monde*, 9 décembre).

## Le droit au savoir et la recherche scientifique sont de plus en plus incompatibles avec le capitalisme

La majorité des étudiants est confrontée aux maux du capitalisme et en particulier à la déqualification et au chômage de masse qui frappent la jeunesse. La bourgeoisie française en tire argument pour « professionnaliser » l'université. En effet, des millions d'étudiants qualifiés et critiques, voilà un luxe inutile et dangereux pour le capitalisme en déclin. D'abord, parce qu'il ne peut pas offrir à la majorité d'entre eux une place correspondant à leur qualification, ensuite parce que l'enseignement nécessite des fonds qu'il n'entend pas verser et dont il voudrait disposer pour ne former que la fraction de la main d'œuvre qui correspond à ses besoins immédiats.

Mais, même de son point de vue, le capitalisme est incapable d'établir des plans de formation cohérents, tant la recherche du profit entrave toute projection

rationnelle, tant se succèdent rapidement les heurts et soubresauts du capitalisme. La place donnée aux représentants du patronat et des collectivités territoriales dans la gestion des universités renforce la concurrence entre elles, sape le caractère national des formations et des diplômes.

Allant de pair avec la réduction du nombre des personnels de l'enseignement supérieur, la politique poursuivie par les gouvernements bourgeois ne peut qu'aboutir à l'exclusion d'une proportion toujours plus grande d'enfants de travailleurs du droit à la formation. Ce gâchis d'intelligence, de potentialités créatrices signe à lui seul le caractère profondément réactionnaire du capitalisme.

La défense du droit aux études sous toutes ses formes implique un combat contre l'État bourgeois. Seul un gouvernement des travailleurs et les États-Unis socialistes d'Europe pourront répondre aux aspirations à la formation et à l'égalité. Les délégués élus par les personnels, les étudiants et l'ensemble de la population définiront à l'échelle continentale les formes d'une université correspondant aux immenses besoins d'éducation pour tous.

**REVOLUTION COMMUNISTE**  
groupe mondiale internationaliste [collectif révolution permanente]

**Interdiction des licenciements !  
Expropriation des groupes capitalistes**

Logos: Alcatel-Lucent, PSA PEUGEOT CITROËN, ALSTOM, FAGOR, LA REDOUTE, MORY, DUCROS, Tilly-Sabco, Gad, DOUX.

Un budget 2014 pour le capital p. 7  
Halte aux destructions des camps des Roms ! p. 9  
Le réchauffement climatique se confirme p. 11  
La lutte des classes au Bangladesh p. 14  
Après le coup d'État militaire en Égypte p. 17  
Tunisie : le parti islamiste s'accroche au pouvoir p. 18  
Tract pour la grève des transports publics de San Francisco p. 20  
La révolution et la contre-révolution au Chili en 1973 p. 22  
L'exécution de Robert Crut au 1943 p. 28

n° 3 novembre - décembre 2013 1 euro

## Une aspiration à riposter qui reste éclatée

Les lycéens se sont mobilisés en octobre contre l'expulsion d'élèves étrangers. Face aux conséquences sur l'université de la politique des gouvernements bourgeois successifs (déficits, complexification institutionnelle, baisse du nombre d'enseignants et d'autres personnels, suppression de formations, sélection des étudiants par tirage au sort...), la résistance s'esquisse.

Une quinzaine d'universités en France (Montpellier 3, Paris 1, Paris 3, Toulouse 2, Strasbourg, Antilles-Guyane, Le Havre, Evry...) se sont mobilisées, avec des assemblées générales jusqu'à 1 500 étudiants et personnels, parfois réprimées – à Lyon 2 le 21 novembre, 6 étudiants étaient arrêtés par les CRS et la BAC à l'occasion d'un rassemblement à l'appel de leur comité de mobilisation.

Les 23 et 24 novembre derniers se réunissait à Montpellier une coordination nationale avec des délégations de Paris 8, Lyon 2, Lyon 3, Bordeaux 3, Clermont-Ferrand, Caen, Toulouse, Montpellier 3 pour dénoncer l'austérité appliquée aux universités. Sous la pression des étudiants, elle se prononçait pour l'abrogation de la loi LRU, de la loi Fioraso, pour un cadrage national réel des diplômes, pour un réengagement public dans l'enseignement supérieur et la recherche.

## Les directions syndicales tentent de dévier le combat naissant

Or, les directions syndicales cogèrent l'université – en particulier celle du SNESup-FSU et de l'UNEF- mais aussi du SNASUB-FSU, de la FERC Sup-CGT, du SNPRES-FO et du SGEN-CFDT- parce que, comme le PS, le PCF et le PdG, elles défendent « l'intérêt national », c'est-à-dire le capitalisme français. La direction PS de l'UNEF approuve même la loi Fioraso.

Tous ces appareils, avec l'aide de leurs adjoints (NPA, LO...), tentent de dévier le mouvement dans la dénonciation de l'étranger (les décisions seraient prises à Bologne et non à Paris), dans le soutien aux présidents d'université (qui demandent seulement des rallonges budgétaires au gouvernement pour appliquer son orientation), dans des actes symboliques (parfois à l'encontre de la population).

C'est toujours les mêmes manœuvres pour protéger le gouvernement bourgeois, empêcher la grève générale et faire jouer à plein aux conseils d'administration leur rôle de cogestion de la politique du gouvernement.

## Se rassembler pour préparer la grève générale afin d'infliger une défaite au patronat et au gouvernement à son service

L'écrasante majorité de ceux qui poursuivent des études et la plupart des travailleurs de l'enseignement supérieur ou de la recherche publique ne sont attachés ni au profit, ni aux patrons, ni à l'armée.

Pour se défendre, il leur faut se rassembler autour des perspectives suivantes pour préparer les conditions de la grève générale de toute l'Université qui seule permettrait de vaincre le gouvernement :

- **Abrogation de la loi LRU et retrait immédiat de la loi Fioraso !**
- **Aucune augmentation des droits d'inscription ! Pour la défense inconditionnelle des statuts et des revenus des personnels travaillant dans l'université et la recherche !**
- **À bas la présence des capitalistes dans l'université publique ! À bas la cogestion : syndicats hors des CA !**
- **Unité des étudiants des STS, des IUT, des facultés, des enseignants, des autres personnels, français et étrangers ! Assemblées générales massives et démocratiques qui décident ! Expulsion des flics des campus et autodéfense des assemblées générales, des grèves et des manifestations !**
- **Coordination nationale réunissant les délégués élus et révocables des assemblées générales !**

7 janvier 2014

Si tu es d'accord avec ce tract, discutes-en autour de toi, défends cette orientation dans ton syndicat et dans les assemblées générales, contacte-nous.